

Guadeloupe : « Nous marchons, encore et encore ; mais c'est pour que la vie change »

30 000 manifestants le 7 mars à Point à Pitre.... Intervention d'Elie Domota

lundi 9 mars 2009, par [DOMOTA Elie](#) (Date de rédaction antérieure : 7 mars 2009).

Nous l'avons déjà dit : nous marchons, encore et encore ; mais c'est pour que la vie change.

Et aujourd'hui nous étions très heureux de recevoir des camarades des associations de personnes handicapées [en tête de la manifestation].

Parce qu'il est vrai que dans tout ce que nous avons dénoncé, nous nous adressions à des personnes en souffrance mais valides ; mais les handicapés vivent des situations 10 fois, 100 fois, mille fois plus difficiles que la notre. Et c'est pourquoi je vous demande de les applaudir chaleureusement !

La Guadeloupe, c'est tout le monde et c'est aussi beaucoup de solidarité. Et justement, pour que nous puissions défendre leurs droits, il nous faut être solidaires entre nous, certes ; mais également avec eux. C'est important.

Ce que nous tenions également à dire aujourd'hui, c'est que nous entendons à nouveau plein de discours... Mais aujourd'hui, la meilleure réponse que nous pouvions leur adresser c'était de marcher, comme nous l'avons fait, à plus de 30000 mille dans les rues de Pointe à Pitre...

Afin de répondre à M. Willy ANGELE du MEDEF Guadeloupe ; et lui dire :

Que, premièrement, il n'a pas le droit de faire de proposition d'accord salarial ; puisque les statuts du MEDEF l'interdisent. Or nous le voyons toujours à la télé en train de proposer un accord salarial.

Que, deuxièmement, c'est une escroquerie de leur part que de prétendre donner 240 euro. Ils mentent ! L'argent du Conseil Régional et du Conseil Général a été mis à contribution dans l'accord Jacques BINO. Et ces deux institutions n'ont plus d'argent, puisqu'il a été donné aux ménages.

Cela veut dire que le MEDEF sera obligé de demander aux patrons de mettre de l'argent encore ; or ils ne veulent pas le faire !

La troisième chose qu'il leur appartient de dire est que l'accord proposé par le MEDEF est une supercherie ; puisqu'il n'excède pas trois années. A supposer qu'ils versent l'argent aux travailleurs, ils arrêteront de le leur verser au bout de ces trois années.

Voilà ce que M. ANGELE doit également préciser ! Donc aujourd'hui, il ne leur reste qu'un choix possible : appliquer l'accord BINO !

Et d'ores et déjà, il y a beaucoup d'entreprises adhérentes au MEDEF qui s'y sont décidées :

La Fédération du BTP , toutes les entreprises membres de cette Fédération, ont signé !

Hier soir, c'est M. Le METAYER, propriétaire des LEADER PRICE, qui l'a fait !

Hier soir encore, c'est l'hôtel NOVOTEL qui a signé !

Et aujourd'hui, il y en a beaucoup d'autres qui sont prêtes à le faire ! Mais sans que la bande à ANGELE le sache. Elles demandent donc à nous rencontrer en secret !

Alors, camarades, ce que nous vous demandons c'est de toujours rester dans la solidarité et mobilisés. Notamment pour les camarades de carrefour, de Match, de Cora, de champion, de Bannette (propriété de M. AUBERY)...

Puisque nous le voyons bien : ce sont toujours les mêmes, ceux qui font des profits, ceux qui ont les poches pleines depuis 400 ans... qui ne veulent pas lâcher un centime !

C'est pourquoi nous disons à tous les travailleurs de ces entreprises de se mettre en grève, de rester mobilisés !

Et vous tous qui êtes présents, dites à vos amis et parents de boycotter les magasins de ceux (Ces messieurs ont pour nom AUBERY, HAYOT, DESPOINTES...) qui refusent d'accorder les 200 euro !

Et à ceux qui savent qu'ils sont atteints de la maladie consistant à pousser des chariots dans les centres commerciaux et hyper marchés, nous disons : cherchez une autre occupation ! N'allez plus dans leurs magasins. Même pas pour acheter un bonbon à la menthe ! Et même si la chose que nous aimons le plus n'est disponible que dans là [dans leurs magasins], changeons de consommation, mais n'y allons pas !

Sommes nous d'accord ?! Sommes nous bien tous d'accord ?!

C'est la seule façon de leur faire comprendre que nous n'avons pas besoin d'eux ! Il nous faudra le leur dire très clairement ; car ils croient encore que travaillant dans leurs entreprises, nous aurions besoin d'eux. Ils ont bien plus besoin de nous, que nous d'eux ! Nous devons leur faire comprendre cela !

Donc, nous n'allons pas dans leurs magasins ! Camarades, nous devons prendre cet engagement. L'engagement de boycotter le produit de ces messieurs ! A compter du moment où ils ne nous donnent pas les 200 euro, cela veut dire qu'ils sont contre nous ! Et dès lors nous ne pouvons les porter, si eux ils nous traînent !

Nous n'achetons plus dans leurs magasins ! Tant qu'ils ne nous donnent pas les 200 euro, même s'ils sont ouverts, nous n'entrons pas dans leurs magasins !

Ansanm nou ka lité ! Ansanm nou ké gannyé !

Jou nou ké mète a jounou... Péké vwè jou !

Elie DOMOTA

Pointe à Pitre

Samedi 7 mars 2009